

A propos de l'influence réformiste

Chaque tempête de la lutte de classes modifie les structures du mouvement ouvrier, fait apparaître une nouvelle avant-garde et amène à l'organisation primaire (syndicats, organisations réformistes) des couches jusqu'alors inorganisées, les deux mouvements modifiant la composition interne des organisations antérieurement existantes. Seule une situation révolutionnaire peut accélérer le processus et vider les organisations réformistes du gros de leurs forces, et surtout de leurs forces vives, et transformer les organisations d'avant-garde en organisations révolutionnaires de masse.

En dehors de telles situations, après la tempête le flot redevient étale, et il peut sembler aux nouvelles couches militantes que rien n'a changé. De ce fait, les espoirs nés dans la crise peuvent se tourner en dépit, voire en désespoir. Seule une conscience « historique » peut dépasser l'impressionnisme de la conscience individuelle qui est toujours un Fabrice del Dongo ne voyant rien de la stratégie de la bataille dans le chaos de laquelle il est plongé. L'horizon limité entraîne quasi spontanément une conscience qui se meut dans une contradiction : d'une part l'idée de la permanence de ce que l'on a sous les yeux, organisations et forces politiques, ce qui se traduit, en général, théoriquement, en leur donnant une véritable stabilité d'essence. Le cas typique pour les organisations d'extrême gauche d'aujourd'hui consiste à traiter du « stalinisme » comme d'une entité métaphysique, impliquant que les PC sont des blocs où les

opposants sont, au même titre que les dirigeants, des contre-révolutionnaires — avec peut-être plus de ruse pour les premiers que pour les seconds ; et d'autre part, une idée apocalyptique des crises sociales, dont le parti révolutionnaire sortirait par une mutation brusque de la classe travailleuse.

De tels systèmes de pensée mécanicistes ne préparent pas aux périodes — longues — de gestation, et pas davantage, d'ailleurs, aux véritables sauts brusques de la période — 68 le prouve — mais démoralise et aigrit, devant les résistances du réel comme devant ses ouvertures originales, tous ceux qui sont incapables d'apprendre à la fois des faits et de l'histoire.

La justification « historique » souvent donnée au schématisme que nous venons de décrire est le « modèle » de la révolution d'Octobre : totale faillite réformiste et croissance massive de l'organisation d'avant-garde en huit mois. Ce schéma oublie :

a) que la Russie tsariste ne connaissait ni syndicats ni organisation réformiste enracinée et structurée dans de longues périodes de légalité ; b) que si l'état-major bolchevik était isolé dans l'exil pendant la Seconde Guerre mondiale (un « groupuscule » dit Deutscher), la social-démocratie (révolutionnaire) russe, comme tout, dont les tendances avaient été longtemps fluctuantes, avait, elle, des racines nombreuses et vives sous la neige ; c) la base de masse des mencheviks comme celle des socialistes-révolutionnaires n'était pas « réformiste » au sens où le sont aujourd'hui celles du PS et du PCF, ni même où l'était celle des PS français et allemands de l'époque.

Aussi bien par son article « De l'influence des directions traites », dans le dernier numéro de cette revue, que dans son livre, en collaboration avec Olivier Duhamel, *Changer le PC ?*, Henri Weber a eu le mérite de s'attaquer à ces bases d'une conception mécaniste métaphysique de l'autorité des organisations réformistes.

S'il semble avoir été *souvent* mal compris, à en juger par les réactions d'un certain nombre de ses lecteurs, il est, sans doute, bon de creuser encore le terrain qu'il a travaillé, et cela en amont comme en aval des points qu'il a traités. D'abord en amont. La norme de toute structure sociale — et même de toute structure vivante — est le conservatisme et non l'évolution. Etre révolutionnaire est l'exception, non la règle. La crainte du changement ne peut être retournée que par l'insupportable ; personne ne se bat quand il peut négocier ; personne ne remet en cause ses acquis s'il ne peut envisager de les aug-

menter. Ceci est l'infrastructure vivante *des conditions sociales* du réformisme.

Et cela exige qu'en aval de la démonstration classique représentée par Weber et fondant le réformisme du prolétariat des grands pays impérialistes par le bénéfice des miettes de la surexploitation du monde colonial, il faille creuser les causes objectives qui, au-delà de la radicalisation générale et durable du prolétariat de ces pays de par les conséquences de la Première Guerre mondiale et dans le sillage de la Révolution russe, ont redonné base au réformisme.

Il faut, sans doute, distinguer deux temps dans ce processus, mais aussi *l'apparition d'une nouvelle « constante »*.

Le premier temps est celui que Trotsky pointe de façon fort claire (en particulier dans les tomes déjà parus de ses *Œuvres*, à partir de 1933). La chaîne des grandes défaites prolétariennes, *comme toujours*, ne favorise pas l'avant-garde révolutionnaire. Selon sa leçon constante : quand la classe subit une défaite, l'avant-garde la subit aussi ; que la classe recule et l'avant-garde recule en conséquence. Et si les organisations réformistes, en tant qu'organisations ouvrières, subissent elles aussi les effets des reculs et échecs — et d'autant plus que leur responsabilité dans celles-ci apparaît aux yeux des masses — la structuration du mouvement ouvrier, par elles, subsiste et connaît de ce fait, dans le premier temps des remontées, un regain qui n'est paradoxal qu'en apparence.

Mais un second temps a favorisé le réformisme après la Seconde Guerre mondiale. L'avortement de la montée révolutionnaire à la fin de la guerre a permis l'essor d'un troisième âge du capitalisme. Les dogmatiques incurables se sont d'abord efforcés de nier carrément cette phase imprévue : « Non les forces productives n'ont pas repris leur croissance ; elles ont définitivement cessé de croître, *puisque* Trotsky constatait une telle cessation en 1938 », puis d'inventer un système conciliant l'inconciliable : la croissance des forces productives et la théorie de la non-croissance à la faveur d'un jeu de mots, les forces productives étant prises en leur sens économique tandis qu'on leur opposait des « forces destructives » dont le sens est politique et social.

Or cette croissance très réelle des forces productives s'est accompagnée d'une élévation prodigieuse du niveau de vie du prolétariat des pays avancés, base matérielle du renouveau et du renouvellement — y compris théorique — du réformisme. Nier

une telle base matérielle ne peut conduire qu'à deux attitudes également stériles : soit désespérer de la perspective révolutionnaire ou la renvoyer aux calendes grecques, soit le repli aveugle dans un dogmatisme messianique tous les jours contredit par le réel.

Mais sur ces bases matérielles qui s'effritent maintenant, il faut faire jouer le phénomène issu de la dégénérescence monstrueuse du premier Etat ouvrier : le stalinisme. Celui-ci n'est obstinément regardé par la plupart que sous l'une de ses faces, celle qui domine, de sa victoire définitive en URSS en 1934 à la mort de Staline en 1956, à savoir la subordination à la politique de la bureaucratie de l'URSS dans sa généralité contre-révolutionnaire. L'indigence de pensée de ceux qui ne sont que des épigones de Trotsky ne sait qu'annoncer des textes en négligeant leur richesse complexe ; sans parler de leur méthode inassimilable, par essence, par les dogmatiques. Pourtant, très tôt, Trotsky pointait l'instabilité du mouvement stalinien international et la fatalité de sa destruction en multiples chauvinismes réformistes d'un type spécial.

Et dans le processus de la Seconde Guerre mondiale, les deux aspects de politique contre-révolutionnaire et de dissolution¹ en chauvinismes réformistes manifestèrent leurs traits à la fois mêlés et distincts. Ainsi, le rôle contre-révolutionnaire joué par le PC de la fin 1944 à 1947 n'a été possible que par l'application d'une politique réformiste (symptomatique, d'ailleurs, dans une liaison poussée avec la social-démocratie). Au-delà se noue le phénomène que nous avons appelé des « étoiles jumelles », qui a permis un renouvellement souple du fonctionnement du réformisme en général, dans les pays où les montées révolutionnaires de l'entre-deux-guerres avaient enraciné puissamment des PC de masse.

Dans de tels pays, un seul parti réformiste aurait été incapable de juguler une masse prolétarienne croissante et de tradition radicale, même dans les conditions d'un boom économique ; d'une part parce que celui-ci était traversé par l'élément contradictoire des guerres coloniales, et d'autre part parce que les conditions économiques favorables à l'arrachement de revendications avaient de quoi nourrir une escalade et une confiance en soi considérable de la classe travailleuse. Au contraire, deux grandes forces réformistes mondiales, se servant mutuellement de repoussoir et de faire-valoir, combinant en un véritable damier les défenses parcellaires d'intérêts ouvriers et les positions réactionnaires, réalisaient un *palier* de survie et de

renouvellement du réformisme dont il vaudrait d'étudier tout au long le mécanisme, dans son détail institutionnel et historique.

Mais la crise est venue qui sape avec de plus en plus de violence toutes les conquêtes obtenues pendant les décennies d'essor du troisième âge du capitalisme. Et les explosions dont 1968 est la date de référence ont donné un coup de boutoir au réformisme... aux réformismes. Sa (leur) survie l'(les)oblige à répondre en s'installant sur de nouveaux « paliers », en retraite par rapport aux précédents.

En France, le PC, du fait de sa profonde artériosclérose stalinienne, a manqué sa social-démocratisation à l'heure où la SFIO s'effondrait. Il a ainsi laissé la place à la naissance d'un nouveau PS social-technocrate, relativement bien adapté au réformisme de la période. Inutile de revenir sur l'analyse que nous avons très bien faite de l'obligation où s'est trouvé le PCF de se jeter dans l'Union de la gauche, seul moyen pour lui de donner aux travailleurs une perspective politique de pouvoir en alternative à la tension vers une issue révolutionnaire ouverte par 1968.

Mais, dans le phénomène des « étoiles jumelles », l'identité des fins menace celle des deux qui perd de sa masse d'une destruction pure et simple (ce qui était en train d'arriver à la SFIO) ou par absorption. Mais un autre danger menace les organisations réformistes jumelles si disparaissent ou même seulement s'atténuent, pour l'essentiel, l'opposition de leurs « vides » et « pleins », autrement dit de leurs points forts et faibles. C'est ce que nous attendions d'une victoire de l'Union de la gauche : à savoir un débordement de masse à gauche d'un PCF obligé de se démasquer en prenant la responsabilité conjointe avec le PS d'une politique de sauvegarde de la bourgeoisie, en particulier par une politique « gauche » d'austérité. Mais c'est ce risque qui l'a entraîné à la rupture pour se sauver comme appareil en sauvant son rapport mystifié aux forces principales de la classe ouvrière.

Ce dernier « palier » en date reconstitue le phénomène d'étoiles jumelles où les deux partis réformistes recommencent à s'opposer, la matière de chacun d'eux face à l'antimatière de l'autre (cosmopolitisme pro-impérialisme contre chauvinisme ; social-technocratisme contre revendications parcellisées et démagogie soigneusement dépourvue des moyens de ses fins, etc.)

De fait, la division sanctionnée par mars 1978 joue un double

rôle dans les rapports des partis réformistes aux masses : en ruinant les chances de leur arrivée légale au gouvernement, elle démoralise les travailleurs et réduit quelque peu l'assise de masse des uns et des autres, mais la vérité partielle de leur critique mutuelle conforte le noyau solide de leurs partisans et le rallie aux options nouvelles d'un côté social-technocratisme ouvert de Rocard, de l'autre pseudo-radicalisme stalino-nationalo-lébéien).

Bien entendu, tous ces paliers sont des paliers de descente aux enfers. Le rocardisme appliqué arriverait trop tard pour répéter en français le « miracle allemand », l'avenir du social-technocratisme ne peut en aucun cas avoir la durée de la vieille social-démocratie. Mais peut-on exclure qu'il puisse faire illusion un moment s'il parvient à se dresser sur les épaules de la restructuration impérialiste européenne ?

Quant au sectarisme de la ligne Leroy-Marchais, elle est plus menacée encore et à plus court terme, car elle ne peut déboucher sur rien d'autre que des échecs accumulés, d'autant plus rapidement que le rythme et la violence de la lutte des classes s'accroissent. Le PC est condamné à la fois à perdre sa crédibilité réformiste et le mythe de sa nature révolutionnaire.

Théoriquement, une relève est possible de deux côtés, sous le signe de l'« eurocommunisme ». Si l'on suppose — comme le font les constataires-philosophes interrogés par Henri Weber et Olivier Duhamel — le redressement eurocommuniste « gramscien » du PCF réalisé (et il est clair qu'un des points les plus faibles du système de pensée de ses tenants, c'est la béance quant aux moyens de faire passer le PCF sur ces positions), la réalisation de l'eurocommunisme ne serait pas leur rêve centriste, mais elle serait le véritable « eurocommunisme », de droite, celui de Berlinguer et Carillo, sa face authentique, un autre type de social-technocratisme, moins acceptable par la bourgeoisie (à moins qu'il ne s'identifie complètement à celui de la social-démocratie), donc moins réaliste, donc voué, en cas d'accès au pouvoir, à une faillite encore plus rapide.

Ainsi donc Weber a raison de marquer à la fois l'affaiblissement historique du réformisme, les possibilités plus larges qu'autrefois de le désagréger, mais aussi le caractère de longue haleine de cette lutte du fait, tant du conservatisme social et politique du prolétariat traditionnel, ce à quoi il faut ajouter les retards de conscience de ses nouvelles couches² que des ressources que conserve la bourgeoisie impérialiste du fait des acquis du troisième âge du capitalisme.

Ceci ne veut pas dire que la période ne permet pas et ne permettra pas de crises violentes des partis réformistes du fait des sursauts de la lutte de classes, et que le parti révolutionnaire ne peut pas connaître, lui aussi, des mutations en « paliers », pour lui ascendants. La plus évidente de ces occasions, dans la période actuelle, tient à la crise sans précédent du PCF qui ne s'exprime pas seulement par des oppositions d'intellectuels dont les interviews de *Changer le PC ?* montrent bien les limites, passé un certain seuil qui est celui de la timidité petite-bourgeoise. Ne pas manquer de telles occasions exige précisément une claire compréhension de ce que sont actuellement les réformismes, de ce qui est la base sociale de leur autorité et de la mesure exacte de leurs vieilles structures historiquement inadaptées mais non encore dépourvues de moyens.

Michel Lequenne

NOTES

1. La dissolution du Komintern, au sens organisationnel de dissolution, entraîne dissolution au sens physique, de ses composantes.
2. Voir à ce propos notre préface au tome II des *Ecrits politiques* d'Ernest Mandel, éd. La Brèche.